

Face à l'hégémonie de l'euro-nationalisme allemand qui risque de nous plonger dans l'ère postdémocratique, inventons un autre modèle politique Créons une Europe des citoyens !

L'Europe a déjà accompli une fois un miracle : celui d'avoir transformé des ennemis en voisins. Face à la crise de l'euro, la question cardinale se pose aujourd'hui différemment : comment l'Europe peut-elle, dans l'avalanche de risques d'un monde globalisé, garantir paix, liberté et sécurité à ses citoyens ? Pour cela, il ne faut rien moins qu'un second miracle : passer de l'Europe de la bureaucratie à une Europe des citoyens.

Il fut un temps où, après la restructuration de la dette grecque, chacun poussa un soupir de soulagement et se prit à espérer : l'Europe est vivante et peut-être même suffisamment forte et habile pour surmonter ses problèmes. Puis le premier ministre grec Georges Papandréou annonça qu'il voulait consulter son peuple sur une question qui engageait son destin. C'est alors qu'apparut une réalité cachée, l'envers du décor : celui qui, dans cette Europe si fière de sa démocratie, veut la pratiquer, devient une menace pour l'Europe ! Papandréou se vit contraint de renoncer à la démocratie.

Nous avions espéré avec Hölderlin que là « où est le péril, croit le salutaire aussi ». Force est de constater qu'une tout autre réalité se profile : là où est le salutaire, croit le risque aussi. En tout cas, une question angoissante vient se nichier furtivement : ce qui est censé sauver l'euro va-t-il abolir l'Europe démocratique ? L'Union européenne « sauvée » ne sera-t-elle plus l'Union européenne telle que nous la connaissons, mais un Empire européen dominé par l'Allemagne ? Cette crise sans fin va-t-elle accoucher d'un monstre politique ?

Il n'y a pas si longtemps, il était encore fréquent de médire de la cacophonie de l'Union européenne. Subitement, l'Europe a un numéro de téléphone. Il se trouve à Berlin. Angela Merkel en est l'actuelle propriétaire.

Hier, il semblait que la crise soulevait la vieille question de la finalité de l'Union européenne. L'Europe doit-elle devenir une grande nation, une confédération d'Etats, un Etat fédéral, une simple communauté économique, des Nations unies indépendantes, voire quelque chose d'historiquement nouveau, à savoir une Europe cosmopolitique, fondée sur un droit européen, et qui coordonne politiquement des Etats nationaux européens ? Tout cela ressemble soudain à un folklore issu de temps révolus.

« Quelle Europe voulons-nous ? » Cette question donne fausement à penser qu'après le sauvetage de l'euro, on pourrait encore avoir le choix. Il semble qu'il soit trop tard, au moins pour les Grecs, les Italiens et les Espagnols. Le gouvernement grec, celui qui doit exiger le plus de ses citoyens, est de fait placé sous tutelle et se trouve dos au mur face aux troubles que connaît le pays. On fait appel à des professionnels de la liquidation, comme Mario Monti ou Lucas Papademos. Car les plans d'économies se sont révélés suicidaires pour les dirigeants des Etats endettés qui ont dû céder leur place. Ce fut tout d'abord le cas en Irlande et au Portugal, puis en Grèce, en Italie et en Espagne.

Ce n'est pas seulement la structure du pouvoir qui a durablement changé, mais c'est une nouvelle logique de pouvoir qui émerge. Voici à quoi ressemble la nouvelle « Europe de Merkel » (*Der Spiegel* du 31 octobre) : le pouvoir obéit à une logique d'empire, non pas militaire mais économique, qui établit une différence entre pays débiteurs et pays créanciers (c'est pourquoi, il est absurde de parler de « IV Reich »). Son fondement idéologique est ce que j'aimerais appeler l'euro-nationalisme allemand, soit une version européenne du nationalisme du *deutschemark*.

C'est ainsi que la culture allemande de la stabilité est élevée au rang d'idée européenne dominante. La stabilisation du pouvoir hégémonique repose sur l'assentiment des pays européens indépendants. Comme Adenauer en son temps, certains croient que le modèle allemand exerce une force d'attraction magnétique sur les Européens. Il est plus réaliste de se demander sur quoi repose le pouvoir de sanction. Angela Merkel a décrété qu'une perte de



Ulrich Beck

Sociologue et philosophe allemand

Né en 1944, à Stolp, aujourd'hui Slupsk en Pologne, il est l'auteur notamment de « La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité » (Aubier, 2001) et, avec Edgar Grande, de « Pour un empire européen » (Flammariion, 2007).

Il est membre du groupe Spinelli en faveur d'une Europe fédérale depuis sa création, au Parlement européen, en septembre 2010

souveraineté était le prix à payer pour un endettement démesuré.

Les pays qui n'ont pas adopté l'euro se sentent exclus des processus de décision qui déterminent le présent et l'avenir de l'Europe. Ils se voient rabaissés au rang de simples observateurs et n'ont plus voix au chapitre politique. La Grande-Bretagne, qui est entraînée vers une position insignifiante en Europe, en est l'exemple le plus évident.

Pourtant au sein des pays de la zone euro, le nouveau centre de pouvoir, secoué par la crise, connaît également une division dramatique, cette fois entre les pays qui sont ou seront bientôt sous perfusion du fonds de sauvetage et ceux qui financent celui-ci. Les premiers n'ont plus d'autre issue que de se plier aux exigences de l'euro-nationalisme allemand. Ainsi, l'Italie, sans doute l'un des pays les plus européens, est-elle menacée de ne plus jouer aucun rôle dans les choix décisifs de l'Europe d'aujourd'hui et de demain.

Le multilatéralisme devient ainsi unilatéralisme, l'égalité hégémonie, la souveraineté retrait de souveraineté, la reconnaissance de la dignité démocratique d'autres nations dépossession de cette reconnais-

« Une question angoissante vient se nichier furtivement : ce qui est censé sauver l'euro va-t-il abolir l'Europe démocratique ? »

sance. Même la France, qui a longtemps dominé l'Union européenne, doit à présent suivre les préconisations de Berlin parce qu'elle craint aussi pour son triple A.

Cet avenir, qui germe dans le laboratoire du sauvetage de l'euro, dont il est pour ainsi dire un effet secondaire intentionnel, ressemble effectivement, j'ose à peine le dire, à une variante européenne tardive de l'Union soviétique. L'économie planifiée centralisée ne consiste plus ici à élaborer des plans quinquennaux pour produire des biens et des services mais pour réduire la dette. Leur application est confiée à des « commissaires » qui, sur la base de « mécanismes de sanction » (Angela Merkel), sont habilités à tout mettre en œuvre pour détruire les villages Potemkine de pays notoirement endettés. On connaît le destin de l'Union soviétique.

La démocratie directe n'est pas à craindre

C'EST LA DÉMOCRATIE qui doit être élargie et approfondie en Europe. Un état de droit et un marché ne sont pas suffisants. La liberté a besoin d'un troisième pilier pour être stable. Ce pilier se nomme société civile européenne ou engagement civique européen. Ce type d'expérience citoyenne librement choisie, visant à procurer un financement de base aux jeunes chômeurs, engage des sommes importantes, toutefois infiniment moindres que celles englouties par le sauvetage passé et vraisemblablement à venir des banques.

Ne craignons pas la démocratie directe ! Sans possibilités d'intervention transnationales par le bas, sans référendums européens sur les questions qui font tanguer le

Pourquoi avons-nous à présent une Europe allemande malgré les mises en garde insistantes de Thomas Mann dans le passé ? L'Allemagne ne peut pas être allemande sans l'Europe. Déjà la réunification des deux Allemagnes n'a été possible que grâce à la pacification de l'Europe. Dans la crise de l'euro, ce qui est « allemand » et ce qui

est « européen » (ou doit le devenir) est de nouveau également tissé d'une manière nouvelle. L'Allemagne est trop souveraine, trop puissante, trop européenne et impliquée dans l'économie mondiale pour pouvoir s'offrir le luxe de ne pas sauver l'euro. Un éléphant ne gagne pas la confiance en se faisant passer pour un pauvre moineau. Le chemin vers l'empire européen est donc de nouveau pavé de bonnes intentions européennes. Comme toujours, le mot « pouvoir », tabou en Allemagne, est remplacé délibérément par « responsabilité », le mot préféré des Allemands.

Angela Merkel décline la « responsabilité européenne » selon les maximes du pouvoir de l'euro-nationalisme allemand. Il s'agit donc de chercher des réponses allemandes à la crise européenne, et même, en fin de compte, de faire de la culture de la stabilité allemande la réponse passe-partout cette crise. Il en résulte un mélange d'engagement européen réel et de nationalisme authentique, d'engagement européen plus ou moins feint vis-à-vis de l'étranger

mais aussi de nationalisme plus ou moins feint face au scepticisme croissant des Allemands à l'égard de l'Europe. Le pouvoir tente ainsi, de manière pragmatique, de concilier l'inconciliable, c'est-à-dire, dans un climat anti-européen en Allemagne, de sauver l'euro et l'Union européenne et de remporter des élections.

La chancelière procède à un partage national des valeurs européennes. À l'intérieur : la démocratie ; à l'extérieur : *losers can't be choosers* (« Les perdants ne peuvent pas être ceux qui choisissent »). La formule magique de l'Allemagne d'après-guerre, la « politique de stabilité », implique, pour les autres, de renoncer à nouveau à la liberté politique.

Dans un mélange, digne d'Angela Merkel, d'assez grande confusion, d'hypocrisie, de rigueur protestante et de calcul européen, le gouvernement Merkel, y compris l'Européen Schäuble, érige l'euro-nationalisme allemand en ligne directrice d'interventions politico-économiques dans les pays de la zone euro qui ont péché. Il ne s'agit rien moins que de civiliser un Sud trop dépendant, au nom de la « raison économique », de « l'Europe » et de « l'économie mondiale ». Notre politique financière est d'autant plus allemande qu'elle est européenne : telle est la devise.

« Seule la zone euro jouera à l'avenir un rôle avant-gardiste dans l'intégration européenne »

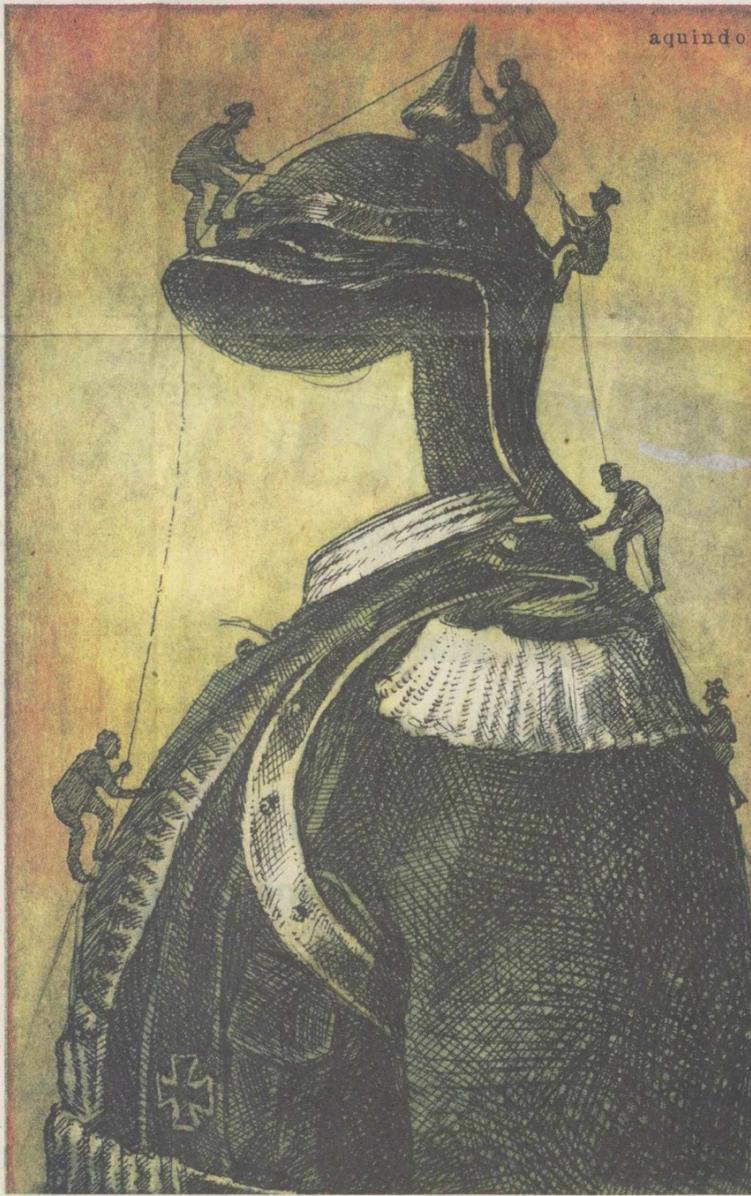
Toutefois, cette structure hégémonique ne pourrait-elle pas receler la possibilité de lever les blocages de l'Union européenne ? Je dis bien « pourrait ». En effet, comment gouverner cet énorme espace de 27 Etats membres s'il faut, avant chaque décision, convaincre 27 chefs de gouvernement, conseils des ministres et Parlements ? La réponse est contenue dans la question. Contrairement à l'Union européenne, l'empire européen est de facto une communauté à deux vitesses. Seule la zone euro (et non l'Union européenne) jouera à l'avenir un rôle avant-gardiste dans l'intégration européenne. Ne serait-ce pas là une chance alors qu'il est urgent d'imaginer de nouvelles institutions ?

Il est question depuis assez longtemps déjà d'un « gouvernement économique ». Ce qui se cache derrière cette notion doit être précisé, négocié et expérimenté. A plus ou moins court terme, les euro-obligations, très controversées, seront vraisemblablement mises en place. Wolfgang Schäuble, le ministre des finances allemand, plaide d'ores et déjà pour l'introduction d'un impôt sur les transactions financières auquel, au sein de l'Union européenne, la Grande-Bretagne opposerait assurément son veto.

Cependant, cette voie vers une Europe des apparatchiks, avec un Politburo à Bruxelles ou à Berlin, parachève la malformation congénitale de l'Europe et pousse à l'extrême le paradoxe d'une Europe qui existe bel et bien sans Européens. Plus encore, les citoyens des pays financeurs se sentent dépouillés et ceux des pays débiteurs mis sous tutelle. L'Europe devient l'ennemi. Au lieu d'avoir une Europe des citoyens, on assiste à un mouvement de colère des citoyens à son égard.

Le président américain John F. Kennedy a autrefois étonné le monde entier en proposant la création des Peace Corps. Pourquoi la nouvelle Européenne qu'est Angela Merkel ne pourrait-elle pas à son tour étonner le monde en soutenant la mise en œuvre de l'idée suivante : la crise de l'euro n'est pas seulement une question d'économie ; il s'agit aussi d'engager par le bas l'euro-péanisation de l'Europe ; il s'agit de diversité et d'autodétermination, d'un espace politique et culturel dans lequel les citoyens ne peuvent plus continuer à se sentir ennemis avec, d'un côté, les mis sous tutelle et, de l'autre, les dépouillés. Créons l'Europe des citoyens, maintenant !

Traduit de l'allemand par Valérie Bonfils



paquebot Europe, l'échec sera total. Pourquoi ne pas avoir un président de la Commission élu directement par tous les citoyens, après une campagne électorale pour la première fois véritablement européenne ? Il serait peut-être aussi utile de convoquer une nouvelle assemblée constituante pour légitimer, cette fois de manière démocratique, la nouvelle Europe, appelons-la « Communauté européenne des démocraties ». Et ce, pour commencer, et non pour répondre à la crise en Europe.

Une Europe cosmopolite

La démocratie européenne, qui unit les démocraties nationales, ne peut pas être une démocratie nationale. Comment

parvenir à une démocratie européenne cosmopolite qui ne dépossède pas de leur pouvoir les Parlements nationaux ? Si l'on considère que l'adoption de droits démocratiques nécessite de nombreuses garanties, tant supranationales que transnationales, nationales et locales, l'instauration d'une Europe démocratique peut-elle s'accompagner d'un renforcement des démocraties nationales ?

En résumé : la nouvelle Europe ne devrait pas obéir à l'euro-nationalisme allemand, mais devrait être une Communauté européenne des démocraties en devenir. Le partage de la souveraineté démultiplie le pouvoir et la démocratie. ■

U.B.

France | Chronique
PAR GÉRARD COURTOIS

« Tout se passe comme je l'avais prévu »

Sénateurs et députés, visiteurs du soir ou du midi, reçus par fournées incessantes ces temps-ci à l'Élysée pour entendre la bonne parole présidentielle et recevoir quelques injections d'optimisme électoral, rapportent en chœur les commentaires toujours sagaces du chef de l'Etat. Celui-ci, en particulier, répété comme une sorte de mantra par son auteur, selon ses visiteurs : « *Tout se passe comme je l'avais prévu.* » Cela peut, indifféremment, concerner l'état du monde ou celui du pays, la précampagne présidentielle, la situation de la droite (encourageante) ou celle de la gauche (forcément pitoyable).

Tout se passe donc comme il l'avait prévu. Il suffit, pour le vérifier, de réécouter le discours télé-

visé par lequel Nicolas Sarkozy avait présenté ses vœux aux Français, voilà tout juste un an. Ayant soldé lucidement l'année 2010 qui s'achevait alors, « *rude* » année encore marquée par la crise et le « *sentiment d'injustice* » qu'elle « *exacerbe* » chez les salariés, le chef de l'Etat s'était voulu rassurant et positif.

« *L'année 2011 s'annonce comme porteuse d'espérance. La croissance revient. Les grandes réformes engagées commencent à porter leurs fruits (...). L'Europe dans la tempête a su faire face, certes pas assez rapidement, mais l'Europe a tenu et l'Europe nous a protégés (...). 2011 doit donc être une année utile pour les Français* », avait-il déclaré avec son aplomb coutumier.

Il est vrai que les vœux, comme

leur nom l'indique, consistent à prendre le désir pour la réalité. Mais, cette réserve faite, l'on admettra que l'année 2011 n'a pas été exactement conforme aux prévisions présidentielles.

Une année porteuse d'espérance ? Elle a plutôt démontré que la crise économique et financière n'en finit pas de creuser inquiétudes, rancœurs et dépressions, individuelles et collectives, en particulier en Europe. Une croissance qui revient ? Elle s'étirole chaque mois un peu plus.

Les grandes réformes qui commencent à porter leurs fruits ? Le président de la République en citait deux en particulier : la défiscalisation des heures supplémentaires et l'autonomie des universités. La première a été taillée en pièces par un rapport bipartisan de l'Assemblée nationale, publié en juin : cette réforme emblématique de 2007 n'a permis ni de faire réellement « *travailler plus* » les salariés ni de leur permettre de « *gagner plus* » de façon significative et équitable. Quant aux universités, cinq d'entre elles (dont la prestigieuse Pierre-et-Marie Curie-Paris-VI) viennent d'être replacées sous la gestion financière des recteurs, après deux exercices déficitaires, et plusieurs autres ont le plus grand mal à joindre les deux bouts

d'une autonomie que l'Etat ne finance pas à la hauteur de l'enjeu.

L'Europe, enfin, qui a tenu et nous protège dans la tempête ? C'est, hélas, le constat inverse qui s'impose après les « *sommets* » de plus en plus tendus et dramatiques de juillet, octobre et décembre. Divisée, pataude, hésitante, tiraillée par les intérêts nationaux

seule façon de protéger la France et les Français ».

Annoncé à maintes reprises depuis 2007, le grand chantier de cette année devait être celui de la prise en charge des personnes âgées dépendantes. « *Chacun a le droit à sa dignité face aux souffrances du grand âge* », assurait le président.

L'on écoutera avec intérêt quels vœux le chef de l'Etat forme pour 2012. Et comment il tentera, en infatigable avocat de lui-même, de convaincre les Français qu'il conduit avec courage la meilleure politique pour le pays

des uns ou des autres, secouée par les marchés, toujours en retard d'une tempête, elle est menacée de tous côtés, au moins d'une crise de confiance majeure, au pire d'implosion ou de chavirage. Il n'est pas besoin d'être un ancien directeur général du FMI pour le mesurer...

On le voit, tout s'est passé comme l'avait prévu Nicolas Sarkozy ! De même pour cette dernière « *année utile* » à laquelle il entendait présider, afin de ne pas se laisser paralyser par « *une année d'immobilisme préélectoral* ». La poursuite des réformes était même « *la*

Six mois de consultations devaient déboucher, avant l'été, sur une réforme majeure. Sans tambours ni trompettes, elle a été prudemment rangée dans un tiroir. Le droit à la dignité, en effet, a un coût qu'il eut bien fallu faire porter, d'une manière ou d'une autre, aux intéressés. Or, les personnes âgées constituent traditionnellement de gros bataillons d'électeurs de la droite. Il a été jugé trop téméraire de les braquer à quelques mois de la présidentielle.

Au contraire, le deuxième chantier – celui de la fiscalité du patrimoine – a été mené à bien. Mais, oubliant là encore son engagement à « *privilégier en toutes circonstances, l'intérêt général* », le président a fait la politique de son électoral. La réforme adoptée à l'été s'est, en réalité, soldée par un tour de passe-passe fiscal au bénéfice des ménages les plus fortunés.

Pour compenser la suppression du bouclier fiscal plafonnant l'im-

pôt à 50 % des revenus d'un contribuable, l'Etat a en effet sérieusement allégé l'impôt sur la fortune. En ces temps de disette budgétaire, on peut douter que le manque à gagner (pas loin de 2 milliards d'euros par an) corresponde exactement à l'intérêt général.

Quant au troisième chantier, il consistait à « *protéger les Français de la violence chaque jour plus brutale de la part de délinquants multi-réitérant en ouvrant nos tribunaux correctionnels aux jurés populaires* ». Mission accomplie, ne manquera sûrement pas de se flatter le président, puisque cette réforme a été adoptée par le Parlement. Pourtant, la litanie des faits divers sanglants démontre, s'il en était besoin, qu'il s'agit d'un coup d'épée dans l'eau.

L'on écoutera donc avec intérêt, à la fin de cette semaine, quels vœux le chef de l'Etat forme pour 2012. Et comment il tentera, en infatigable avocat de lui-même, de convaincre les Français qu'il conduit avec courage la meilleure politique pour le pays. La seule possible, même, face à la crise. La seule, enfin, qui mériterait, en bonne logique, d'être poursuivie pendant les cinq années à venir.

Tous ceux qu'une telle perspective pourrait accabler ou exaspérer pourront toujours se rassurer : quand ce président si perspicace prévoit la suite des événements – et l'on ne saurait douter qu'il prévoit sa réélection dans cinq mois à peine –, il arrive qu'il se passe exactement l'inverse. Il en a fait la démonstration en 2011. Rien n'interdit qu'il récidive en 2012. ■

courtois@lemonde.fr

ABONNEZ-VOUS A LA NOUVELLE FORMULE DU MONDE !



[13€]
par mois
par prélèvement automatique

les quotidiens du week-end
+
5 suppléments thématiques
+
M le magazine du Monde

accès à l'Édition abonnés du Monde.fr



Le Monde
WEEK-END

BULLETIN D'ABONNEMENT OFFRE RÉSERVÉE À UN PREMIER ABONNEMENT

OUI, je m'abonne au Monde pour 13 € par mois. Je recevrai : les quotidiens du week-end + 5 suppléments + M le magazine du Monde + l'Édition abonnés sur web, iPhone et iPad et EN CADEAU le Bilan du monde 2012.

Je choisis de régler :
 13€ par mois pendant 1 an par prélèvement automatique sur ma carte bancaire.
 156€ en 1 seule fois pour 1 an.
par Chèque bancaire à l'ordre de la Société éditrice du Monde
 Carte bancaire : Visa Mastercard American Express

N° _____ Date de validité _____ Date et signature _____
Cryptogramme* _____
* Veuillez noter ici les 3 derniers chiffres figurant au dos de votre carte bancaire.

A compléter et à renvoyer avec votre règlement sous enveloppe affranchie à : Le Monde - Service abonnements A 1100 - 62 066 Arras Cedex 9

LE PORTAGE VOUS EST OFFERT* MERCI DE NOUS COMMUNIQUER LES INFORMATIONS NÉCESSAIRES À VOTRE LIVRAISON.

1. Pour faciliter le dépôt de votre journal, merci de compléter ces informations :
- 01 Maison individuelle
 - 02 Immeuble
 - 03 Code d'accès : _____
 - 04 Bât N° _____
 - 05 Escalier N° _____
 - 06 Interphone : Oui Non
 - 07 Dépôt chez le gardien / accueil
 - 08 Boîte aux lettres
 - 09 Dépôt spécifique le week-end

2. Pour faciliter nos échanges et rester informé(e) de vos prochaines publications, je vous indique mon adresse e-mail et mes numéros de téléphone.

E-mail : _____
Tél fixe 0 _____ / _____ / _____ / _____ Tél portable 06 / _____ / _____ / _____

* A Paris et certaines grandes villes.

Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 31/03/2012. En application des articles 38, 39 et 40 de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de radiation des informations vous concernant en vous adressant à notre siège. Par notre intermédiaire, ces données pourraient être communiquées à des tiers, sauf si vous cochez le case ci-contre. Dans la limite des stocks disponibles. Expédition sous 3 semaines à réception de votre règlement.

Livre du jour

Examen de conscience

Elie Wiesel est familier avec la mort. Rescapé d'Auschwitz et de Birkenau, il l'a frôlée, déifiée et l'a vaincue. Alors adolescent, né dans un shtetl de Roumanie, il a vu son père mourir d'épuisement à quelques jours de la libération des camps, et a assisté au départ de sa mère et de sa sœur dans les chambres à gaz. Plus tard, en 1956, journaliste installé à New York, il a échappé miraculeusement à la mort après s'être fait violemment heurter par un taxi.

Aussi, le 16 juin 2011, lorsque son cardiologue lui annonce qu'il risque de mourir s'il n'est pas opéré du cœur en urgence, il n'y croit pas. Lui, qui n'a souffert que de violents maux de tête depuis son enfance, sauf durant son enfermement dans les camps de concentration, il ne peut admettre ce verdict médical et radical. Son état est d'une telle gravité que les médecins ne veulent pas pratiquer une angioplastie, méthode qui consiste, sous anesthésie locale, à poser un stent (sorte de petit ressort) qui écarte les artères bouchées. Il faut l'opérer immédiatement « à cœur ouvert » et pratiquer trois pontages.

L'opération est très lourde : on ouvre le haut de la poitrine sur trente centimètres, on casse le sternum, on écarte la cage thoracique, on prélève des artères mammaires et sous-clavières et, surtout, le cœur est arrêté le temps de l'opération pour être remplacé par une machine. Le risque de décès est élevé pour un homme 83 ans. S'il s'en sort, les médecins le préviennent que la réadaptation cardiaque et la rééducation seront très longues.

Cœur ouvert Elie Wiesel Flammarion, 89 p., 10 euros

« *Et voilà une expérience supplémentaire. La dernière ?* », écrit le Prix Nobel de la paix 1986 dans *Cœur ouvert*, où il raconte ce délicat passage de la vie à une possible mort. Avant son transport dans la salle d'opération qui est, peut-être, un voyage sans retour, il tourne les pages de sa vie. L'auteur de *La Nuit* (Les Editions de minuit, 2007) fait

défiler les visages familiers (sa femme, Marion, et son fils, Elisha) et s'interroge sur Dieu, le judaïsme, l'extermination, l'antisémitisme, la mort. « *Est-on jamais prêt ? (...) Ai-je peur de mourir ? Dans le passé, en y songeant, je pensais que la mort ne m'effrayait pas. N'avais-je pas vécu avec elle, et même en elle ? Pourquoi la craindrais-je maintenant ?* », écrit-il. Pense-t-il en yiddish, en hébreu, en anglais, en français ? On ne sait pas.

Tous ceux qui sont passés par le corridor de la mort ou ont traversé cette terrible expérience d'une opération à cœur ouvert (comme l'auteur de ces lignes) connaissent l'importance d'un examen de conscience face à l'inconnu. Celui

Elie Wiesel pose les questions mais n'offre pas ses réponses. On aurait aimé une introspection plus développée

d'Elie Wiesel nous laisse un peu en suspens. Il pose les questions mais n'offre pas ses réponses. On aurait aimé une introspection plus développée sur une vie hors du commun. Au fil des pages, surgissent ici et là quelques belles lignes : « *Devant moi le cimetière, derrière moi le jardin de mon enfance. L'avenir se rétrécit, le passé s'éteint. Et tout se déroule dans un vide noir.* »

Revenu à la vie après la réussite de l'opération, Elie Wiesel affirme « *être resté le même* ». La perception de la mort n'a pas modifié son hymne à la vie. Il écrit : « *Certains des philosophes grecs anciens et des maîtres hassidiques affirmaient avoir passé leur vie à se préparer à mourir. Eh bien, la tradition juive conseille une autre voie qui sanctifie la vie et non la mort. "Ubacharta bakhaim" ("Tu choisiras la vie"), dit l'Écriture. Et les vivants. Avec la promesse de vivre mieux, plus moralement, plus humainement.* » ■

DANIEL PSERNY